

HOOFDSTUK X. — *Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden*

1. Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden (artikel 42, 12°)

Doel is de specifieke elementen van de evaluatiemethode te omschrijven en de moeilijkheden te bepalen die met name tijdens de verzameling van gegevens en de methodes voor de schatting van de behoeften ondervonden zijn.

2. Grenzen van het onderzoek (artikel 42, 12°)

De auteur van het onderzoek geeft aan welke moeilijkheden gerezen zijn en op welke punten hij niet dieper is kunnen ingaan en die eventueel uitgediept kunnen worden in toekomstige effectonderzoeken.

Bibliografie

Niet-technische samenvatting

Inhoudstafel, gevolgd door de lijst van de kaarten, figuren en foto's (met opgave van het nummer van de bladzijde waar ze zich bevinden).

De niet-technische samenvatting is een onafhankelijk document van hoogstens dertig tekstbladzijden. Met een kaart-, figuur- en kleurenfotodocumentatie.

Dat document moet het effectonderzoek van het plan samenvatten en het omzetten naar een niet-technische taal om het begrijpelijk te maken voor een publiek van niet-kenners en de deelneming van de burgers aan het openbaar onderzoek bevorderen.

De voorgestelde positieve en negatieve effecten en verzachtende maatregelen (aanbevelingen) worden in een samenvattingstabel gepresenteerd.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot herziening van het gewestplan Marche-La Roche (bladen 49/5, 55/1 en 55/2) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening met het oog op de opneming van een ontginningsgebied als uitbreiding van de steengroeve van Préalles op het grondgebied van de gemeente Durbuy (Heyd) en, bij wijze van planologische compensaties, op de bestemming als landbouwgebied en bosgebied van gronden opgenomen als ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeente Durbuy (Heyd en Tohogne).

Namen, 5 december 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 597

[2009/200594]

5 DECEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur de Namur en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Namur (Beez)

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 22, 23, 25, 32 à 41 et 42 à 46;

Vu le schéma de développement de l'espace régional adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu les arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 14 mai 1986 et 5 décembre 1991 établissant le plan de secteur de Namur, ayant fait l'objet de plusieurs modifications;

Vu les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 mai 2004 et 20 avril 2006 adoptant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Namur en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Namur (Beez);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision partielle du plan de secteur de Namur en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Namur (Beez) et adoptant le contenu de l'étude d'incidences de plan;

Considérant l'étude d'incidences sur l'avant-projet de plan de secteur réalisée par la société anonyme ARIES Consultants, dûment agréée conformément à l'article 42 du Code; considérant que le document final de l'étude a été déposé en août 2008;

Considérant les remarques formulées par la Commission régionale d'aménagement du territoire le 30 mai 2008;

Considérant que l'étude d'incidences estime que les objectifs de l'avant-projet s'inscrivent dans les principes de l'article 1^{er} du Code en ce que le projet de la SA GRALEX vise à répondre à des besoins économiques tout en conciliant le maintien de l'emploi lié à l'activité extractive sur le site et des efforts quant à la qualité de vie des riverains;

Considérant que l'étude d'incidences de plan conclut que l'avant-projet de révision du plan de secteur rencontre globalement les options du schéma de développement de l'espace régional le concernant;

Considérant que l'étude d'incidences considère que le projet s'inscrit globalement dans les objectifs du plan d'environnement pour le développement durable (PEDD) en ce qui concerne l'inscription d'une zone d'extraction; que cependant la disparition d'environ 4 hectares de zone agricole et 1,5 hectare de zone forestière d'intérêt paysager est en contradiction avec les actions du PEDD relatives aux ressources forestières, au maintien des zones agricoles couvrant un espace suffisant et au renforcement des prescriptions de la zone d'intérêt paysager; que les contradictions avec les actions du PEDD portent sur des superficies fort limitées;

Considérant que l'étude d'incidences conclut que l'avant-projet respecte dans son principe les objectifs directeurs du contrat d'avenir pour la Wallonie; en particulier par le maintien d'une activité extractive propre à soutenir le développement d'une société en activité;

Considérant que l'étude d'incidences valide la localisation de l'avant-projet de révision du plan de secteur par l'opportunité que représente l'inscription d'une zone d'extraction en extension d'une carrière performante, productive et bien située d'un point de vue de l'accessibilité; que l'auteur conclut, de l'examen de la carte géologique et de la connaissance du gisement exploité, que les roches présentes doivent présenter les mêmes qualités que celles actuellement exploitées dans la carrière en activité;

Considérant que, compte tenu des critères précis de localisation d'une nouvelle zone d'extraction dégagés dans l'étude, il est apparu à l'auteur de l'étude d'incidences qu'aucune autre zone aux alentours ne présente des conditions similaires; qu'aucune alternative de localisation n'a dès lors été proposée;

Considérant que l'étude valide également la localisation de la zone proposée au titre de compensation planologique à l'avant-projet de plan de secteur;

Considérant que l'auteur de l'étude considère comme acquises les clauses de l'accord intervenu entre la SA GRALEX, l'ASBL Environnement Beez-Longsart et la Division de la Nature et des Forêts dans la convention du 1^{er} septembre 1994, portant notamment sur les zones d'isolement;

Considérant que l'étude d'incidences estime que la révision du plan de secteur ne devrait impliquer aucune incidence sur le cadre bâti, en termes de charroi sur le réseau routier, les infrastructures et les flux de mobilité;

Considérant que l'étude d'incidences ne révèle pas d'effets significatifs négatifs supplémentaires de la mise en œuvre du projet d'inscription d'une zone d'extraction sur l'homme et l'environnement par rapport à la situation actuelle; qu'il est en outre bien rappelé que le projet ne vise à poursuivre l'exploitation existante que pendant moins de six années;

Considérant que l'étude convient que le projet ne remettra pas fondamentalement en cause l'importance de la fonction agricole à proximité du projet; que la suppression de deux parcelles agricoles fait l'objet de négociations entre le carrier et l'agriculteur; que la suppression des parcelles agricoles ne devrait pas gêner l'exploitation du reste des superficies agricoles; que la zone agricole concernée présente un faible intérêt biologique et une faible valeur agronomique;

Considérant que l'étude conclut que l'impact hydrogéologique de la mise en œuvre du projet peut être considéré comme minime eu égard aux caractéristiques observées pour la carrière actuelle et prévues pour l'exploitation future;

Considérant que l'étude confirme que la conversion d'une partie de la zone d'extraction en zone d'espaces verts vise à préserver la situation existante de fait; qu'elle permettra de garantir aux habitations situées à proximité la pérennité d'une zone boisée agrémentant leur cadre de vie;

Considérant que l'étude conclut que la présentation d'alternatives de délimitation aux deux zones projetées n'est pas pertinente;

Considérant que l'étude propose une alternative de mise en œuvre pour la zone d'extraction consistant en l'inscription des zones d'isolement prévues en périphérie de la zone d'extraction dans la convention entre le carrier et les riverains en zones d'espaces verts; que la discussion relative aux alternatives de mise en œuvre pour la zone d'espaces verts prévue en compensation planologique à l'avant-projet de plan de secteur aboutit à proposer l'inscription de la totalité de la zone en zone naturelle en raison de la présence d'un habitat prioritaire au sens de la Directive 92/43/CE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et la flore sauvages;

Considérant les remarques formulées par la Commission régionale d'aménagement du territoire sur ces alternatives dans son avis du 30 mai 2008;

Considérant que la CRAT estime notamment qu'il convient d'intégrer les zones tampons à la zone d'extraction;

Considérant que le Gouvernement maintient sa proposition initiale consistant à inscrire uniquement une zone d'extraction au nord est de la zone d'extraction existante, en raison notamment du fait qu'un cautionnement pourrait être exigé aux fins de garantir le maintien ou l'établissement d'une zone tampon pour l'ensemble du site lors de la délivrance éventuelle du permis d'environnement nécessaire à la mise en œuvre de la zone;

Considérant, en ce qui concerne la zone de compensation planologique, que la CRAT s'interroge sur l'affectation la plus pertinente à retenir et propose soit une zone naturelle, soit une zone forestière; que la Commission ne s'estime cependant pas en mesure de se prononcer sur la meilleure affectation à donner à la zone; que la CRAT déplore le manque d'argument apporté par l'étude d'incidences sur l'affectation proposée dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 avril 2006; que la Commission demande que l'avis de la Division de la Nature et des Forêts soit sollicité sur ce point;

Considérant que les remarques de la CRAT aboutissant à proposer une autre affectation pour la zone de compensation ne sont, elles non plus, pas étayées;

Considérant que l'étude d'incidences localise un habitat prioritaire au sens de la Directive 92/43/CE s'étendant sur moins d'un demi hectare au sein de la zone de compensation prévue sur une superficie de 5,5 ha, qui consisterait en une boulaie-saulaie pionnière héliophile sur pelouse sèche calcaire;

Considérant que ces terrains ont été complètement réaménagés après exploitation; qu'ils sont quasi en totalité propriété de la ville de Namur; qu'ils sont par ailleurs couverts par les conventions intervenues entre le carrier et la ville de Namur; qu'ils bénéficient du régime forestier au sens du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier;

Considérant que la pratique administrative constante est de ne pas distinguer l'inscription au plan de secteur d'une zone d'une superficie de moins d'un demi hectare; que, dans ce cas précis, selon l'analyse de l'étude d'incidences, la situation existante de fait ne justifie pas de reconnaître un intérêt naturel à l'ensemble de la zone de compensation planologique; que la destination de zone d'espaces verts proposés par le carrier et retenue dans l'avant-projet donnerait aux riverains une plus grande sécurité quant au maintien du site dans son état en ne permettant notamment aucune construction, contrairement à la destination de la zone forestière telle que prévue à l'article 36 du Code; que, l'objectif du Gouvernement étant de maintenir le site comme zone tampon, l'affectation en zone d'espaces verts est parfaitement indiquée;

Considérant que l'avis du Département de la Nature et des Forêts sera néanmoins sollicité sur la qualité biologique du site, conformément au souhait de la CRAT;

Considérant que le Gouvernement retient dès lors dans le présent texte la destination de zone d'espaces verts pour la zone de compensation;

Considérant que l'étude d'incidences propose l'inscription de prescriptions supplémentaires sur les zones modifiées; que le Gouvernement n'estime pas utiles ces prescriptions étant donné le prescrit des articles 32 et 37 du Code; que la mise en œuvre de la zone d'extraction serait par ailleurs subordonnée à la délivrance d'un permis unique qui fixerait les conditions de réaménagement du site à l'issue de l'exploitation;

Considérant la situation existante de fait et de droit des terrains concernés et des alentours, ainsi que les informations produites par la société anonyme GRALEX et par l'étude d'incidences;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. La modification partielle de la planche 47/4 du plan de secteur de Namur portant sur l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Namur (Beez) est arrêtée provisoirement, conformément à la carte ci-annexée;

Art. 2. Le Ministre du Développement territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 5 décembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 597

[2009/200594]

5. DEZEMBER 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur vorläufigen Annahme der Teilrevision des Sektorenplans Namur zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets und eines Grüngiebts auf dem Gebiet der Gemeinde Namur (Beez)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 22, 23, 25, 32 bis 41 und 42 bis 46;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums;

Aufgrund der Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. Mai 1986 und vom 5. Dezember 1991 zur Festlegung des Sektorenplans Namur, der mehrmals abgeändert worden ist;

Aufgrund der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 und vom 20. April 2006, zur Annahme des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Namur zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets und eines Grüngiebts auf dem Gebiet der Gemeinde Namur (Beez);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, durch den beschlossen wird, eine Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf zur Teilrevision des Sektorenplans Namur zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets und eines Grüngiebts auf dem Gebiet der Gemeinde Namur (Beez) durchführen zu lassen, und zur Annahme des Inhalts der Umweltverträglichkeitsprüfung;

Aufgrund der Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf des Sektorenplanes, die von der gemäß Artikel 42 des Gesetzbuches ordnungsgemäß zugelassenen "SA ARIES Consultants" durchgeführt worden ist; in der Erwägung, dass das abschließende Dokument der Untersuchung im August 2008 abgegeben wurde;

In Erwägung der vom Regionalausschuss für Raumordnung am 30. Mai 2008 geäußerten Bemerkungen;

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung erachtet wird, dass die Ziele des Vorentwurfs den Grundsätzen von Artikel 1 des Gesetzbuches entsprechen, sofern der Entwurf der S.A. GRALEX darauf abzielt, auf wirtschaftliche Bedürfnisse einzugehen und gleichzeitig die Erhaltung der mit der Abbautätigkeit auf dem Gelände verbundenen Arbeitsstellen mit den Bemühungen für die Lebensqualität der Anwohner zu vereinbaren;

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung geschlussfolgert wird, dass der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans den ihn betreffenden Zielsetzungen des Entwicklungsplans des regionalen Raums global begegnet;

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung erachtet wird, dass der Entwurf den Zielsetzungen des Umweltplans für die nachhaltige Entwicklung (PEDD) global entspricht, was die Eintragung eines Abbaugebiets betrifft; dass jedoch das Verschwinden von ca. 4 ha Agrargebiet und 1,5 ha Forstgebiet von landschaftlichem Interesse in Widerspruch mit den Aktionen des PEDD bezüglich der Forstressourcen, mit der Erhaltung der Agrargebiete zur Deckung einer ausreichenden Fläche und mit der Verstärkung der Vorschriften des Gebiets von landschaftlichem Interesse steht; dass die Gegensätze zu den Aktionen des PEDD sehr begrenzte Flächen betreffen;

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung geschlussfolgert wird, dass der Vorentwurf in seinem Grundsatz die Hauptziele des Vertrags für die Zukunft der Wallonie berücksichtigt, insbesondere durch die Erhaltung einer Abbautätigkeit, die das Wachstum eines tätigen Betriebs unterstützen kann;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung die Standortwahl des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans billigt, da die Eintragung eines Abbaugebiets als Erweiterung eines leistungs- und ertragfähigen Steinbruchs mit guter Lage hinsichtlich der Erreichbarkeit eine gute Opportunität darstellt; dass der Autor aus der Analyse der geologischen Karte und der Kenntnis des bewirtschafteten Vorkommens schlussfolgert, dass das vorhandene Gestein dieselben Eigenschaften wie das zur Zeit im in Betrieb befindlichen Steinbruch abgebaute Vorkommen aufweist;

In der Erwägung, dass es angesichts der in der Studie bestimmten genauen Kriterien der Standortwahl für ein neues Abbaugebiet dem Umweltverträglichkeitsprüfer ersichtlich wurde, dass kein anderes Gebiet in der Nähe ähnliche Bedingungen aufweist; dass keine Standortalternative demzufolge vorgeschlagen wurde;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung ebenfalls die Standortwahl des im Vorentwurf des Sektorenplans als raumplanerischer Ausgleich vorgeschlagenen Gebiets billigt;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsprüfer die Klauseln des zwischen der "SA GRALEX", der "ASBL Environnement Beez-Longsart" und der Abteilung Natur und Forstwesen in der Vereinbarung vom 1. September 1994 abgeschlossenen Abkommens bezüglich u.a. der Trenngebiete für wohlervorben hält;

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung erachtet wird, dass die Revision des Sektorenplans keine Auswirkung auf den bebauten Bereich haben sollte, was den Verkehr auf das Straßennetz, die Infrastrukturen und die Verkehrsströme betrifft;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung keine bedeutenden zusätzlichen Effekte der Durchführung des Projekts der Eintragung eines Abbaugebiets auf den Menschen und die Umwelt im Verhältnis zur heutigen Lage zu tage bringt; dass es außerdem deutlich darauf hingewiesen wird, dass der Entwurf darauf abzielt, den bereits bestehenden Betrieb nur weniger als 6 Jahre fortzuführen;

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung eingeräumt wird, dass die Wichtigkeit der landwirtschaftlichen Funktion in der Nähe des Projekts durch den Entwurf nicht in Frage gestellt wird, dass die Beseitigung von zwei landwirtschaftlichen Parzellen Gegenstand von Verhandlungen zwischen dem Steinbruchbetreiber und dem Landwirt ist; dass die Beseitigung der landwirtschaftlichen Parzellen die Bewirtschaftung der restlichen landwirtschaftlichen Flächen nicht beeinträchtigen soll; dass das betroffene Agrargebiet ein geringes biologisches Interesse und einen schwachen agronomischen Wert aufweist;

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung geschlussfolgert wird, dass die hydrogeologischen Auswirkungen des Projekts angesichts der für den heutigen Steinbruch beobachteten und für den späteren Betrieb vorgesehenen Eigenschaften als gering betrachtet werden können;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung bestätigt, dass die Umwandlung eines Teils des Abbaugebiets in ein Grüngelände darauf abzielt, die bestehende Sachlage zu erhalten; dass sie erlauben wird, den in der Nähe gelegenen Wohnungen das Fortbestehen eines Forstgebiets, das ihren Lebensrahmen angenehmer macht, zu sichern;

In der Erwägung, dass die Studie darauf schließt, dass die Vorlage von Abgrenzungsalternativen für die beiden geplanten Gebiete nicht zweckmäßig ist;

In der Erwägung, dass die Studie eine Alternative für die Durchführung des Abbaugebiets vorschlägt, die darin besteht, die in der Vereinbarung zwischen dem Steinbruchbetreiber und den Anwohnern am Rande des Abbaugebiets vorgesehenen Trenngebiete als Grüngelände einzutragen; dass die Diskussion bezüglich der Durchführungsalternativen für das als raumplanerische Ausgleichsmaßnahme für den Vorentwurf des Sektorenplans vorgesehene Grüngelände dazu führt, dass wegen des Vorhandenseins eines prioritären Lebensraums im Sinne der Richtlinie 92/43/EG zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen die Eintragung des ganzen Gebiets als Naturgebiet vorgeschlagen wird;

In Erwägung der vom Regionalausschuss für Raumordnung in seinem Gutachten vom 30. Mai 2008 geäußerten Bemerkungen über diese Alternativen;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung insbesondere erachtet, dass die Trenngebiete in den Abbaugeländen einzuschließen sind;

In der Erwägung, dass die Regierung ihren ursprünglichen Vorschlag beibehält, nur ein Abbaugelände im Nordosten des bereits bestehenden Abbaugebiets einzutragen, insbesondere weil bei der eventuellen Erteilung der für die Erschließung des Gebiets erforderlichen Umweltgenehmigung eine Sicherheitsleistung zur Sicherung der Erhaltung oder der Anlage einer Pufferzone für das ganze Gebiet verlangt werden könnte;

In der Erwägung, was das Gebiet zum raumplanerischen Ausgleich betrifft, dass der Regionalausschuss für Raumordnung sich fragt, welche Zweckbestimmung am relevantesten ist, und entweder ein Naturgebiet oder ein Forstgebiet vorschlägt; dass der Ausschuss jedoch erachtet, dass er nicht imstande ist, um Stellung über die beste Zweckbestimmung, die dem Gebiet zu erteilen ist, zu nehmen; dass der Regionalausschuss für Raumordnung das Fehlen von Argumenten in der Umweltverträglichkeitsprüfung über die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. April 2006 vorgeschlagenen Zweckbestimmung bedauert; dass der Ausschuss beantragt, das Gutachten der Abteilung Natur und Forstwesen zu diesem Punkt einzuholen;

In der Erwägung, dass die Bemerkungen des Regionalausschusses für Raumordnung, die dazu führen, eine andere Zweckbestimmung für das als Ausgleichsgebiet vorzuschlagen, auch nicht bekräftigt sind;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung einen vorrangigen Lebensraum im Sinne der Richtlinie 92/43/EG über weniger als 0,5 ha innerhalb des über eine Fläche von 5,5 ha vorgesehenen Ausgleichsgebiets lokalisiert, der in einem sonnenliebenden Vorwald von Birken und Weiden auf trockener Kalkwiese besteht;

In der Erwägung, dass diese Grundstücke nach dem Betrieb völlig neugestaltet worden sind; dass sie fast alle Eigentum der Stadt Namur sind; dass sie übrigens durch die zwischen dem Steinbruchbetreiber und der Stadt Namur abgeschlossenen Vereinbarungen gedeckt sind; dass sie der Forstregelung im Sinne des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch unterliegen;

In der Erwägung, dass im üblichen administrativen Verfahren ein Gebiet mit einer Fläche von weniger als einem halben Hektar nicht im Sektorenplan eingetragen wird; dass im vorliegenden Fall nach der Analyse der Umweltverträglichkeitsprüfung die Sachlage nicht rechtfertigt, dem ganzen Gebiet des raumplanerischen Ausgleichs ein Naturinteresse anzuerkennen; dass die durch den Steinbruchbetreiber vorgeschlagene und im Vorentwurf gewählte Zweckbestimmung als Grüngelände den Anwohnern eine bessere Garantie der Erhaltung des Geländes in seinem Zustand gewährleisten würde, weil kein Bau gestattet wird, im Gegensatz zur Zweckbestimmung als Forstgebiet, so wie sie in Artikel 36 des Gesetzbuches vorgesehen ist; dass es Ziel der Regierung ist, das Gelände als Pufferzone zu erhalten, und dass die Zweckbestimmung als Grüngelände also vollkommen angebracht ist;

In der Erwägung, dass das Gutachten der Abteilung Natur und Forstwesen über die biologische Qualität des Geländes gemäß dem Wunsch des Regionalausschusses für Raumordnung jedoch beantragt wird;

In der Erwägung, dass die Regierung im vorliegenden Text also die Zweckbestimmung als Grüngelände für das Ausgleichsgebiet wählt;

In der Erwägung, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung die Eintragung von zusätzlichen Vorschriften für die abgeänderten Gebiete vorgeschlagen wird; dass die Regierung diese Vorschriften angesichts der Bestimmungen der Artikel 32 und 37 des Gesetzbuches nicht für nützlich hält; dass die Erschließung des Abbaugebiets übrigens der Erteilung einer Globalgenehmigung zur Festsetzung der Bedingungen für die Neugestaltung des Geländes nach dem Betrieb unterliegt;

In Erwägung der bestehenden Sach- und Rechtslage der betroffenen Gelände und der Umgebungen sowie der von der "SA GRÁLEX" und der Umweltverträglichkeitsprüfung übermittelten Informationen;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Teiländerung der Karte 47/4 des Sektorenplans Namur zwecks der Eintragung eines Abbaugeländes und eines Grüngeländes auf dem Gebiet der Gemeinde Namur (Beez) wird gemäß dem beiliegenden Plan vorläufig angenommen.

Art. 2 - Der Minister der räumlichen Entwicklung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 5. Dezember 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 597

[2009/200594]

5 DECEMBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot voorlopige aanneming van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Namen met het oog op de opnemng van een ontginningsgebied en een groengebied op het grondgebied van de gemeente Namen (Beez)

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 22, 23, 25, 32 tot 41 en 42 tot 46;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan goedgekeurd door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 14 mei 1986 en 5 december 1991 tot vaststelling van het gewestplan Namen, meermaals gewijzigd;

Gelet op de besluiten van de Waalse Regering van 27 mei 2004 en 20 april 2006 tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Namen met het oog op de opnemng van een ontginningsgebied en een groengebied op het grondgebied van de gemeente Namen (Beez);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006 waarbij beslist wordt een effectenonderzoek te laten doorvoeren met betrekking tot het voorontwerp van gedeeltelijke herziening van het gewestplan Namen met het oog op de opnemng van een ontginningsgebied en een groengebied op het grondgebied van de gemeente Namen (Beez) en tot aanneming van de inhoud van het effectenonderzoek van het plan;

Overwegende dat het effectenonderzoek betreffende het voorontwerp van gewestplan uitgevoerd wordt door de naamloze vennootschap ARIES Consultants, behoorlijk erkend overeenkomstig artikel 42 van het Wetboek; overwegende dat het einddocument van het onderzoek in augustus 2008 werd ingediend;

Gelet op de opmerkingen van de "Commission régionale d'aménagement du territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening) op 30 mei 2008;

Overwegende dat in het effectenonderzoek geopperd wordt dat de doelstellingen van het voorontwerp aansluiten op de principes van artikel 1 van het Wetboek daar het project van de NV GRALEX een antwoord beoogt te bieden aan economische behoeften rekening houdend met het behoud van de tewerkstelling in verband met de ontginningsactiviteit op de site en met de inspanningen voor het behoud van de levenskwaliteit van de omwonenden;

Overwegende dat het effectenonderzoek van het plan besluit dat het voorontwerp van herziening van het gewestplan globaal tegemoet komt aan de desbetreffende opties van het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan;

Overwegende dat in het effectenonderzoek geopperd wordt dat het project globaal aansluit op de doelstellingen van het milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling wat betreft de opnemng van een ontginningsgebied; dat de verdwijning van ongeveer 4 ha landbouwgebied en 1,5 ha landschappelijk waardevol bosgebied evenwel in strijd is met de acties van het milieubeleidsplan voor duurzame ontwikkeling betreffende de bosrijdommen, het behoud van landbouwgebieden met een voldoende grote oppervlakte en de versterking van de voorschriften voor een landschappelijk waardevol gebied; dat de onverenigbaarheden met de acties van het milieubeleidsplan voor duurzame ontwikkeling betrekking hebben op zeer beperkte oppervlaktes;

Overwegende dat het effectenonderzoek besluit dat het voorontwerp de hoofddoelstellingen van het toekomstcontract voor Wallonië principieel naleeft; in het bijzonder door het behoud van een ontginningsactiviteit die de ontwikkeling van een in exploitatie zijnde bedrijf kan steunen;

Overwegende dat het effectenonderzoek de ligging van het voorontwerp van herziening van het gewestplan valideert aangezien het voordeel van de opnemng van een ontginningsgebied als uitbreiding van een doeltreffende en productieve groeve die op vlak van bereikbaarheid goed gelegen is; dat de auteur, uit het onderzoek van de geologische kaart en de kennis van de ontgonnen afzetting, besluit dat de aanwezige rotsgesteenten dezelfde kwaliteiten moeten vertonen als de gesteenten die momenteel in de in bedrijf zijnde groeve worden ontgonnen;

Overwegende dat, rekening houdend met de nauwkeurige liggingscriteria van een nieuw ontginningsgebied bepaald in het onderzoek, de auteur van het effectenonderzoek vastgesteld heeft dat geen enkel gebied in de omgeving gelijkaardige voorwaarden vertoont; dat, bijgevolg, geen alternatief inzake ligging werd voorgesteld;

Overwegende dat de studie ook de ligging van het voorgesteld gebied valideert als planologische compensatie voor het voorontwerp van gewestplan;

Overwegende dat de clausules van het akkoord tussen de NV GRALEX, de VZW "Environnement Beez-Longsart" en de Afdeling Natuur en Bossen in de overeenkomst van 1 september 1994 met betrekking o.a. op de afzonderingsgebieden, door de auteur van het onderzoek als vaststaand worden beschouwd;

Overwegende dat in het effectenonderzoek geopperd wordt dat de herziening van het gewestplan geen gevolgen zou hebben op de bebouwing in termen van verkeer op het wegennet, de infrastructuur en de mobiliteitsstromen;

Overwegende dat het effectenonderzoek ten opzichte van de huidige toestand, geen noemenswaardige bijkomende negatieve problemen voor de mens en het milieu aan het licht brengt ten gevolge van de uitvoering van het project tot opnemng van een ontginningsgebied; dat er bovendien duidelijk wordt aan herinnerd dat het project de voortzetting van de huidige exploitatie gedurende minder dan 6 jaar beoogt;

Overwegende dat het onderzoek bepaalt dat het project het belang van de landbouwfunctie in de nabijheid van het project niet echt op de helling zal zetten; dat de schrapping van twee landbouwpercelen het voorwerp uitmaakt van onderhandelingen tussen de uitbater van de steengroeve en de landbouwer; dat de schrapping van de landbouwpercelen de exploitatie van de overige landbouwoppervlakten niet zou moeten hinderen; dat het betrokken landbouwgebied een geringe biologische waarde en een geringe agronomische waarde vertonen;

Overwegende dat het onderzoek besluit dat de hydrogeologische impact van de uitvoering van het project als miniem kan worden beschouwd gelet op de kenmerken van de huidige steengroeve en van de toekomstige exploitatie;

Overwegende dat de studie bevestigt dat de omschakeling van een gedeelte van het ontginningsgebied naar een groengebied het behoud van de bestaande feitelijke toestand beoogt; dat ze aan de woningen in de nabijheid het voortbestaan van een bosgebied dat de leefomgeving aangenamer maakt, garandeert;

Overwegende dat de studie besluit dat de presentatie van afbakingsalternatieven voor de twee in het vooruitzicht gestelde gebieden niet relevant is;

Overwegende dat de studie een alternatieve uitvoering van het ontginningsgebied voorstelt waardoor de afzonderingsgebieden aan de rand van het ontginningsgebied worden opgenomen als groengebieden in de overeenkomst tussen de uitbater van de steengroeve en de omwonenden; dat de bespreking ivm de alternatieve uitvoeringen voor het groengebied als planologische compensatie voor het voorontwerp van gewestplan resulteert in de voorstelling van de opnemings van het gehele gebied in een natuurgebied wegens de aanwezigheid van een prioritair habitat in de zin van Richtlijn 92/43/EEG inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna;

Overwegende dat de "Commission régionale d'aménagement du territoire" opmerkingen heeft geformuleerd over deze alternatieven in haar advies van 30 mei 2008;

Overwegende dat de CRAT o.a. van mening is dat de bufferzones in het ontginningsgebied opgenomen moeten worden;

Overwegende dat de Regering haar oorspronkelijk voorstel behoudt om een ontginningsgebied uitsluitend op te nemen ten noordoosten van het bestaande ontginningsgebied wegens o.a. het feit dat een borgstelling vereist zou kunnen worden om het behoud of de aanleg van een bufferzone te garanderen voor de gehele site bij de eventuele afgifte van de milieuvergunning die noodzakelijk is voor de ontsluiting van het gebied;

Overwegende dat, wat betreft het gebied als planologische compensatie, de CRAT zich vragen stelt bij de meest relevante in aanmerking te nemen bestemming en, hetzij een natuurgebied, hetzij een bosgebied voorstelt; dat de Commissie zich echter niet in staat acht zich uit te spreken over de beste bestemming van het gebied; dat de CRAT het gebrek aan argumentatie van het effectenonderzoek betreurt over de bestemming voorgesteld in het besluit van de Waalse Regering van 20 april 2006; dat de Commissie vraagt dat het advies van de Afdeling Natuur en Bossen wordt aangevraagd voor dit punt;

Overwegende dat de opmerkingen van de CRAT die een andere bestemming voor het compensatiegebied voorstellen, ook niet worden onderbouwd;

Overwegende dat het effectenonderzoek in de zin van Richtlijn 92/43/EEG een prioritaire habitat aanduidt die zich op minder dan een halve ha uitbreidt binnen het compensatiegebied dat een oppervlakte van 5,5 ha zou innemen, dat deze habitat zou bestaan uit een pioniere lichtboomsoortige berkenbos-wilgenbos op een droog kalkhoudend grasland;

Overwegende dat deze gronden na exploitatie volledig zijn heraangelegd; dat zij bijna allemaal eigendom zijn van de stad Namen; dat zij, overigens, gedekt zijn door de overeenkomsten tussen de uitbater van de steengroeve en de stad Namen; dat zij in aanmerking komen voor de bosregeling in de zin van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek;

Overwegende dat de permanente administratieve praktijk erin bestaat om de opnemings van het gewestplan van een gebied van minder dan een halve hectare niet te onderscheiden; dat, in dit specifieke geval, volgens de analyse van het effectenonderzoek, de bestaande feitelijke toestand de erkenning van het hele gebied van planologische compensatie als natuurlijk waardevol gebied niet vereist; dat de bestemming van het groengebied voorgesteld door de uitbater van de steengroeve en opgenomen in het voorontwerp aan de omwonenden meer zekerheid zou geven wat betreft het behoud van de site in zijn toestand door o.a. geen enkel bouwwerk toe te laten in tegenstelling tot de bestemming van het bosgebied zoals bedoeld in artikel 36 van het Wetboek; dat, aangezien de Regering het behoud van de site als bufferzone nastreeft, de bestemming als groengebied volkomen aangewezen is;

Overwegende dat evenwel om het advies verzocht zal worden van het Departement Natuur en Bossen over de biologische kwaliteit van de site, overeenkomstig de wens van de CRAT;

Overwegende dat de Regering in deze tekst dan ook de bestemming als groengebied voor het compensatiegebied in aanmerking neemt;

Overwegende dat het effectenonderzoek de opnemings van bijkomende voorschriften betreffende de gewijzigde gebieden, voorstelt; dat de Regering van mening is dat deze voorschriften niet nuttig zijn aangezien het voorgeschrevene van de artikelen 32 en 37 van het Wetboek; dat de ontsluiting van het ontginningsgebied bovendien onderworpen zou zijn aan de afgifte van een globale vergunning die de heraanlegvoorwaarden van de site na afloop van de uitbating zou vastleggen;

Gelet op de bestaande feitelijke en rechtstoestand van bedoelde terreinen en van de omgeving, alsook de informatie verstrekt door de Naamloze Vennootschap GRALEX en het effectenonderzoek;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. De gedeeltelijke wijziging van blad 47/4 van het gewestplan Namen met betrekking tot de opnemings van een ontginningsgebied en een groengebied op het grondgebied van de gemeente Namen (Beez) wordt overeenkomstig bijgevoegde kaarten voorlopig vastgesteld.

Art. 2. De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 december 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE